

## Document

### Comment Hollande installe ses proches aux postes clés

(lefigaro.fr)

**01.02.2013**

***Jack Lang, Olivier Schrameck, Jean-Pierre Jouyet... les socialistes ont bien vite oublié les promesses de la présidentielle d'un État impartial. La droite dénonce une «purge». Enquête.***

Durant le quinquennat qui s'achève, il a été procédé à des nominations partisans, parfois issues des cercles les plus proches, les plus intimes, voire des obligés. À l'avenir, les hauts fonctionnaires seront nommés sur leur compétence et leur expérience et la seule loyauté qui leur sera réclamée sera celle à l'égard de l'État, et non à l'égard du chef de l'État.» Dijon, le 3 mars 2012. Le candidat François Hollande se livre à un véritable réquisitoire contre Nicolas Sarkozy et les nominations dans la fonction publique pendant son mandat. Ce sera d'ailleurs l'un des leitmotifs de la campagne présidentielle du candidat socialiste: remettre en cause les choix humains du Président sortant, l'accuser de partialité dans ses nominations, dénoncer un «État UMP».

On est toujours rattrapé par ses propos de campagne! Neuf mois après son arrivée à l'Élysée, c'est maintenant au tour de la droite de demander des comptes à François Hollande, de dénoncer la partialité de ses nominations et de montrer la différence entre les promesses du candidat et l'action du chef de l'État. «Moi, président de la République, je n'aurai pas la prétention de nommer les directeurs des chaînes de télévision publique, je laisserai ça à des instances indépendantes», avait-il proclamé lors du débat télévisé de l'entre-deux-tours. La nomination à la tête du CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) d'Olivier Schrameck, ancien directeur de cabinet de Lionel Jospin, à l'Éducation nationale puis à Matignon pendant la cohabitation de 1997 à 2002, a immédiatement été dénoncée comme une atteinte aux principes énoncés pendant la campagne. Certes, Olivier Schrameck remplace Michel Boyon, lui-même ancien directeur de cabinet de Jean-Pierre Raffarin à Matignon avant d'accéder, en janvier 2007, à la tête de l'audiovisuel français. Mais ce dernier avait été patron de Radio-France... Premier secrétaire du PS, François Hollande avait tenu à dire combien il était «inquiet, consterné par cette nomination. Cet organisme va être exclusivement composé d'hommes et de femmes nommés par la droite, qui pourra croire que le pluralisme est respecté?».

### **Décalage entre les propos de campagne et la pratique du pouvoir**

Ce qui nourrit ce sentiment de malaise, ce n'est pas tant les nominations de proches aux postes clés de la République. Privilège de la fonction, chaque Président a le droit de nommer qui il veut et aucun d'entre eux ne s'est privé de le faire. La différence vient du décalage flagrant entre des propos de campagne de François Hollande virulents contre Nicolas Sarkozy et une pratique du pouvoir somme toute assez similaire dans ce domaine. À force de marteler que son rival n'avait pas été exemplaire alors que lui le serait, les observateurs comme les Français ont cru que François Hollande agirait différemment de ses prédécesseurs, en évitant de placer ses hommes ou ses affidés aux meilleurs postes de la République.

Patatras, la désignation de Jack Lang à la tête de l'Institut du monde arabe est venue apporter un démenti retentissant à ces belles promesses. Certes, Lang succède à Renaud Muselier et à Dominique Baudis, deux hommes politiques étiquetés UMP, mais pourquoi nommer l'ancien ministre de la Culture de François Mitterrand, à qui les électeurs des Vosges avaient signifié en juin

dernier, aux législatives, qu'il était temps, à 73 ans, de tourner la page? Après avoir renoncé en septembre dernier à la «présidence normale», le chef de l'État renoncerait-il à une de ses promesses phares? François Hollande aurait même insisté auprès du président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, pour qu'il choisisse des personnalités de gauche afin de rééquilibrer les nominations faites sous la droite au CSA. Les prochaines nominations au Conseil constitutionnel dans quelques jours seront révélatrices.

À cet égard, la nomination de Jean-Pierre Jouyet à la Caisse des dépôts et consignations (CDC) est éclairante de la méthode Hollande. Tradition républicaine, chaque président sortant laisse à son successeur une liste de quelques noms de proches collaborateurs avec les postes auxquels ceux-ci pourraient prétendre. Généralement, le nouvel élu accède à ces demandes particulières. Pas François Hollande. Xavier Musca, ancien secrétaire général de l'Élysée, était en tête de la liste de trois noms (avec Olivier Colom, conseiller diplomatique en charge des G8-G20, et Christophe Lambert, le directeur de la campagne de Nicolas Sarkozy). Apprécié à gauche, Musca pouvait légitimement prétendre diriger la CDC.

### **Des hauts fonctionnaires contraints de partir dans le privé**

François Hollande a préféré nommer un ami de longue date, Jean-Pierre Jouyet, qu'il a connu à l'ENA. «Pour nous, le cas de Musca était un test de sa volonté d'ouverture, explique un ancien de l'Élysée. Quand on a vu qu'il l'avait écarté sans ménagement, on a compris.» Grand serviteur de l'État, Xavier Musca a donc été contraint de partir dans le privé. Mais même les plus proches amis du Président doivent faire des concessions et laisser de la place à d'autres protégés. Jean-Pierre Jouyet souhaitait recruter une spécialiste pour gérer sa communication. Il avait déjà pris des contacts quand il lui a été chaudement recommandé d'embaucher François Bachy, ancien patron du service politique de TF1, très proche ami de Valérie Trierweiler, la nouvelle première dame. Jouyet n'a pas vraiment eu le choix...

D'autres non plus n'ont pas eu le choix. Mais surtout parce que le nouveau pouvoir leur a indiqué la porte de sortie. Dans les principaux ministères, la valse des têtes donne le tournis. Au point que Luc Chatel, vice-président de l'UMP dénonce «une purge» au sein de l'État. A droite, on s'insurge contre «les socialistes (qui) font main basse sur les postes à responsabilités dans l'administration».

À l'Éducation nationale, sur 30 académies, près de la moitié ont changé de recteurs. Avant l'été, Patrick Gérard, recteur de Paris et ancien directeur de cabinet de Rachida Dati à la Justice, avait anticipé et quitté son poste. Coup d'éclat rare dans ce milieu feutré, trois recteurs ont officiellement fait part de leur agacement, de façon parfois très virulente, allant jusqu'à parler «d'épuration». Limogé le 28 septembre en Conseil des ministres, Roland Debbasch, recteur de Lyon, s'en prend à Pierre-Yves Duwoye, alors directeur de cabinet de Vincent Peillon. Sa lettre a été envoyée à l'ensemble des personnels de l'académie. «C'est la première fois depuis l'épuration consécutive à la Libération de la France, en 1944, qu'un recteur de l'académie de Lyon est relevé de ses fonctions à la suite d'un changement de gouvernement.»

### **Avoir été sarkozyste, une tache indélébile sur un CV!**

Du côté de Bercy, le directeur général des Finances publiques, Philippe Parini (60 ans), a été remplacé au coeur de l'été par Bruno Bézard (ancien conseiller de Lionel Jospin à Matignon). Un lot de consolation lui a été depuis attribué, Parini étant depuis septembre le nouveau trésorier-payeur général (TPG) de Paris. Plus brutale a été l'éviction du directeur général de l'Agence des participations de l'Etat, Jean-Dominique Comolli (64 ans), là encore au coeur de l'été. Il n'a été prévenu que la veille qu'il serait débarqué le mercredi en Conseil des ministres! Cet ancien patron

de la Seita avait pourtant effectué auparavant l'essentiel de sa carrière sous la gauche (notamment comme directeur de cabinet de Michel Charasse à Bercy). Mais c'est Nicolas Sarkozy qui l'avait placé à la tête de ce puissant service, avec le titre de commissaire. Une tache indélébile sur un CV aujourd'hui... Mais dans l'ensemble, les ministres de Bercy semblent plus prudents que leurs collègues. Les états-majors des entreprises publiques n'ont pas encore été bousculés, même si Anne Lauvergeon a enfin trouvé un point de chute au conseil d'administration d'EADS.

Dans la magistrature, l'alternance se ressent. «Lynché»: c'est par ce terme que l'ancien procureur de Nanterre, Philippe Courroye, autrefois donné par tous comme le futur procureur de Paris, évoque sa situation. Cet ancien juge d'instruction reconnu, devenu «le» procureur de l'affaire Bettencourt, a été nommé à l'été dernier, en urgence et contre son gré, avocat général à la cour d'appel de Paris. Depuis la fin de l'automne dernier, il ne dirige plus les enquêtes dans les dossiers politico-financiers les plus médiatiques, mais requiert aux assises dans de simples affaires de viol ou de vol à main armée. «Mutation-sanction», «décision purement politique», l'homme ne mâche pas ses mots pour qualifier la position de la Chancellerie à son égard - le garde des Sceaux a même veillé à priver le magistrat de la possibilité de s'inscrire au barreau. À lui seul, Philippe Courroye symbolise la chasse aux sorcières tant redoutée par la magistrature dans la foulée de l'alternance...

Place Beauvau, ceux qui ont été étiquetés sarkozystes ont été les premiers la cible du pouvoir. L'un d'eux, qui a fini par demander les raisons d'un tel acharnement contre lui, s'est entendu répondre: «Parce que tu es sarkozyste!» Bernard Squarcini (DCRI), Frédéric Péchenard (DGPN) et Michel Gaudin (préfecture de police de Paris) savaient à quoi s'en tenir. Mais ils n'imaginaient pas la brutalité de la méthode. À quelques mois de la retraite, Michel Gaudin a été convoqué à 7 heures dans le bureau de Manuel Valls pour se voir signifier que le Conseil des ministres du lendemain nommerait son successeur. «Vendredi vous aurez libéré votre bureau», a-t-il expliqué au préfet, qui n'a pu s'empêcher de noter l'embarras du ministre. Après tout ne fut-il pas question un temps que Manuel Valls devienne ministre de l'Intérieur et que Michel Gaudin soit son secrétaire d'État! Retournement de situation quelques années plus tard et Michel Gaudin n'a même pas été nommé préfet de police honoraire, comme le furent avant lui les préfets Pierre Mutz ou Philippe Massoni. Comme lui, Daniel Canepa, préfet de la Région Ile-de-France, n'a pas eu la chance de se voir proposer un autre poste. Après avoir eu des assurances de la bouche même du ministre de l'Intérieur qu'il n'était pas menacé, Daniel Canepa reçoit un coup de fil de Manuel Valls le prévenant qu'il sera remplacé le lendemain par Jean Daubigny. Quinze jours plus tard, il apprend par Matignon que, de surcroît, il ne sera plus délégué interministériel au projet Euro Disney.

Certaines mises à l'écart sont plus subtiles. «Pour se séparer du préfet Alain Gardère à Marseille, on a prétexté qu'une nouvelle réforme de la préfecture de police locale impliquait un changement d'homme, alors que rien n'a changé dans les faits», confie un haut fonctionnaire sur place. Le même scénario fut employé pour priver de son poste le directeur de l'IGS, Claude Bard. Cette fois, Beauvau a avancé comme argument que la police des polices parisienne devait être mise statutairement sous la coupe de l'IGPN. Selon un ancien secrétaire général des «boeufs carottes», «tout cela n'était qu'un habillage».

Au Quai d'Orsay, les diplomates ont l'habitude de ces méthodes. Olivier Colom en a fait l'amère expérience, qui a préféré passer dans le privé et mettre son talent, unanimement reconnu au Quai d'Orsay, au service de la société Edmond de Rothschild. Il figurait pourtant sur le testament de Nicolas Sarkozy. Il demandait une ambassade dans un pays du G20. L'Élysée avait donné son accord. Laurent Fabius et l'administration du Quai ont bloqué. Le ministre a nommé quelqu'un d'autre, qui avait l'avantage de libérer un poste. Exit l'Afrique du Sud. Alors on a proposé à Olivier Colom Haïti et Madagascar! Pas vraiment des pays membres du G20...

Pour tenter d'atténuer l'impression de chasse aux sorcières, le pouvoir, habilement, met en avant ceux qui ont conservé leur poste, voire ont pu bénéficier de changement d'affectation. Jean-Paul Faugère, ancien directeur de cabinet de François Fillon, a pris la présidence ( non exécutive ) de CNP Assurances en juin. Augustin de Romanet, ancien directeur général de la Caisse des dépôts, a pris les rênes d'Aéroports de Paris. «La gauche avait la réputation d'opérer le grand ménage, cette fois, elle s'est contentée de faire la poussière, assure un procureur, ajoutant prudemment: mais s'ils n'ont pas perdu leur poste, certains se savent observés.» De fait, au sein du ministère de la Justice, en dehors de la directrice des affaires criminelles et des grâces, Maryvonne Caillibotte, expédiée à la cour d'appel alors qu'elle aurait pu bénéficier d'une nomination plus prestigieuse, plusieurs têtes ont survécu au changement de ministre: celle du directeur de la puissante administration pénitentiaire, celle du directeur de la protection judiciaire de la jeunesse, du directeur des affaires civiles, ou encore de la directrice des affaires judiciaires (celle, justement, qui orchestre les carrières). François Molins a conservé les rênes du parquet de Paris. Frédéric Fèvre, un ancien des cabinets Perben et Dati, est toujours à l'oeuvre à Lille, l'une des plus grosses juridictions françaises. Pour combien de temps? Place Beauvau, on cite le directeur de cabinet de Claude Guéant et son adjoint, Stéphane Bouillon et Pierre-Etienne Bisch, nommés préfet de la Région Alsace et préfet de la Région Centre. «Les mouvements sont très équilibrés, plaide un conseiller de Manuel Valls. Des personnalités très liées à Nicolas Sarkozy sont parties, mais l'ancien Président avait mélangé le rapport public et privé, il avait créé une fidélité personnelle.»

### **Pressions multiples, menaces voilées**

Toutes les méthodes sont bonnes pour contraindre un titulaire à libérer son poste, pressions multiples, menaces voilées. Henri Proglia, le patron d'EDF, a pu s'en rendre compte lorsque Le Canard enchaîné a révélé, fin décembre, que l'Inspection générale des finances enquêtait sur les conditions dans lesquelles le PDG avait signé un accord de coopération nucléaire avec les Chinois. Certains n'ont pas hésité à y voir la constitution d'un dossier pour le débarquer. Un scénario dont se défend bien évidemment le gouvernement. «Ce serait masochiste de notre part de prendre le risque de compromettre un partenariat aussi important que celui que nous avons avec la Chine simplement pour fragiliser un homme! Le gouvernement peut interrompre à tout moment la mission de M. Proglia et si nous avons des raisons de vouloir le faire, nous l'aurions fait», justifie-t-on à Bercy. Daniel Canepa, lui, a appris mi-janvier que la Place Beauvau lui demandait de quitter ses fonctions de président de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires, alors même qu'il avait été réélu le 28 novembre! Pour être sûr que le message était bien passé, on lui a signifié que s'il ne coopérait pas, il pourrait y avoir des rétorsions administratives et des retenues d'indemnités!

Longtemps éditeur, auteur d'une dizaine d'essais et de films documentaires, homme d'idées, Jean-François Colosimo a profondément rénové en moins de trois ans le Centre national du livre. Ce qui lui vaut de larges soutiens et des amitiés variées au sein des milieux intellectuels et éditoriaux. Mais aussi, du coup, l'animosité personnelle d'Aurélié Filippetti, que la simple évocation de son nom semble rendre hystérique. Dès son arrivée Rue de Valois, elle a voulu le disqualifier en suspendant brutalement la réforme du CNL que demandait la Cour des comptes et que ne contestaient que quelques cercles aux intérêts corporatistes. A défaut de pouvoir remplacer Colosimo par un membre de son clan, la ministre a décidé de marginaliser le CNL via une «redéfinition de ses priorités»: c'est-à-dire en le faisant régenter par ses services. «Nous réfléchissons aux moyens d'asseoir l'autorité du Service du livre et de la lecture, notamment vis-à-vis du Centre national du livre», a déclaré au magazine *Livres Hebdo*, le 18 janvier dernier, la ministre de la Culture, qui a aussi dans son viseur l'ancien conseiller culturel de Jacques Chirac et Alain Juppé, Bruno Racine, dont le mandat à la tête de la Bibliothèque nationale de France prend fin en mars prochain.

Au-delà de ces nombreux exemples, ce qui frappe, c'est le silence qui accompagne ce mouvement sans précédent. Là où chaque nomination de Nicolas Sarkozy provoquait indignations et récriminations, notamment dans les médias, François Hollande peut changer les titulaires des principaux postes de la République en toute tranquillité, après avoir dit pendant sa campagne qu'il voulait un «État impartial». Les bonnes âmes si promptes à s'insurger contre les nominations, par exemple, de Philippe Val et Jean-Luc Hees à Radio France ne se sont pas égosillées quand Jack Lang a été proposé à l'IMA ou Olivier Schrameck au CSA! L'ancien Président pouvait bien nommer des personnalités de gauche, le simple fait d'avoir été nommé par lui valait excommunication. Evidemment, François Hollande s'est bien gardé de se vanter d'être «le DRH du PS», comme Nicolas Sarkozy, qui a toujours dit à ses ministres: «Je préfère nommer un bon de gauche qu'un con de droite»! Prudemment, l'Élysée cherche au contraire à maintenir l'illusion qu'il veille au respect des engagements de campagne.

### **Souvenir du sinistre congrès de Valence en 1981**

Pierre-René Lemas, le secrétaire général de l'Élysée, a ainsi appelé le Quai d'Orsay pour rappeler que la nomination d'Olivier Colom dans une ambassade d'un pays du G20 était soutenue par la Rue du Faubourg-Saint-Honoré. Sans effet... De la même façon, visiblement, l'Élysée ne souhaite pas forcément le départ de Jean-François Colosimo. Y aurait-il un double langage? Ou une manière de se défaire de la responsabilité de l'éviction des uns et des autres?

En 1981, au congrès de Valence de sinistre mémoire, Paul Quilès avait lancé cette phrase mémorable: «Il ne faut pas se contenter de dire de façon évasive, comme Robespierre à la Convention le 17 thermidor 1794, «les têtes vont tomber». Il faut dire lesquelles et le dire rapidement!» En bon mitterrandien, Hollande a retenu la leçon de cet épisode: il fait tomber les têtes mais sans le crier sur les toits.